

training youth leaders. Appendix B includes *The Statutes of the Dimitrov Communist Youth League*.

In the appendices Georgeoff gives educational statistics, translations of relevant laws and regulations, excerpts from newspapers and speeches, and excerpts from courses of study and pedagogical textbooks. The appendices provide valuable information for the reader and sometimes present the author's conclusions more effectively than the main body of the text. Appendix E contains selections from various Bulgarian textbooks including those of mathematics, science, geography, history, and literature. The selections comprise the required readings from various grade levels and demonstrate explicitly the Bulgarian students' exposure to Marxist-Leninist analysis and ideology, Bulgarian nationalism, and socialist propaganda and precepts at every class level and in every kind of course. It is appropriate here to emphasize that the social education of Bulgarian youth does not simply mean training in Marxist-Leninist ideology and analysis, but also emphasizes both Bulgarian and Soviet patriotism. Bulgarian teachers inform their pupils of the traditional ties between the Bulgarian and Russian nations—ties knotted both before and after 1917. The young scholars learn of the accomplishments of Russian intellectuals of all eras and the moral superiority of the Soviet approach to present world economic and political problems. Furthermore, the Bulgarian schools continue to honor the traditional national and cultural heroes of the Bulgarian nation as well as the heroes of Bulgarian socialism.

In conclusion, despite some minor inaccuracies and a major bias, Georgeoff's book provides a useful survey of the present Bulgarian educational system.

Indiana University Northwest

FREDERICK B. CHARY

Canapa M. P. *Réforme économique et socialisme en Yougoslavie*. Pp. 96. Colin, Paris 1970.

Depuis sa rupture avec le bloc Oriental en 1948 la Yougoslavie a occupé une place intermédiaire parmi les pays sous gouvernement communiste non seulement parce qu'elle a reçu pendant de longues années l'aide occidentale, mais aussi parce que plus que partout ailleurs dans le

bloc oriental le secteur privé et l'autogestion ont pris de l'envergure. Certains problèmes dont l'importance a été intensifiée par la réforme de 1965 ont apparu. L'auteur en traite plutôt sommairement certains d'entre eux et en se basant presque exclusivement sur des sources yougoslaves. Il s'agit du développement du secteur privé, des investissements communs entre entreprises yougoslaves et entreprises étrangères, du travail temporaire à l'étranger et des arrêts de travail. Ils font l'objet de quatre chapitres précédés d'une Introduction et suivis de conclusions. Comme l'auteur se base sur des références yougoslaves elle nous donne, je me permettrai de dire avec quelque candeur, les réactions de ceux qui en Yougoslavie ont le droit de s'exprimer librement.

En ce qui concerne le développement du secteur privé pp. 11-31, l'auteur n'a pas tort en insistant sur les réticences parmi les membres du parti communiste au sujet de la réapparition d'un secteur privé prospère. Je suis d'accord avec l'auteur que ces réticences se manifestent plus à l'égard du secteur tertiaire que du secteur primaire. On peut expliquer ainsi la limitation du personnel pouvant être embauché, évidemment en dehors des membres de la famille dans le sens strict du mot, les fluctuations de la politique appliquée à l'égard du secteur privé qui sont d'autant plus à regretter qu'elle est à présent de la compétence des gouvernements des six républiques autonomes, la crainte de ceux qui ont les moyens et qui pourraient contribuer au développement économique du pays de s'engager en s'attendant éventuellement à un traitement fiscal ou administratif défavorable dont les manifestations ne manquent pas pour le moment; surtout dans des publications d'articles contenant des accusations, des plaintes et des menaces. Il n'est pas étonnant en vue de ce qui arrive dans la plupart des pays du tiers monde que ces tendances se laissent observer surtout dans les démocraties autonomes les moins avancées.

Au sujet des investissements communs entre entreprises yougoslaves et entreprises étrangères pp. 33-45, l'auteur croit que le développement économique de la Yougoslavie avant 1939 a été retardé par les capitaux étrangers. Il ne me semble pas que cet argument puisse être pris au sérieux surtout si on inclut les capitaux austro-hongrois dans les régions de la Croatie et de la Slovénie libérées à la fin de 1918. Les indemnités payées lors de la nationalisation ont été insignifiantes et il y a à s'étonner non pas que depuis l'autorisation des investissements en Yougoslavie seulement six entreprises étrangères ont décidé à y investir mais que six se sont *trouvées*. Ce point de vue est soutenu par la limitation des droits

reconnus aux entreprises étrangères, par l'incertitude au sujet du rapatriement de ces capitaux et du transfert des profits enfin par la crainte des intéressés étrangers que la législation sera amendée ou appliquée ultérieurement dans un sens défavorable pour eux. Il y a à relever que dans certains secteurs les investissements étrangers sont prohibés et que les profits des étrangers sont soumis à un impôt de 35%.

Le travail temporaire à l'étranger (pp. 27-65) — il y aurait actuellement 400.000 Yougoslaves travaillant à l'étranger — est un autre point qui n'est pas agréable pour les Communistes yougoslaves. Cela n'est guère surprenant si on se réfère aux discussions en cours en Grèce depuis une dizaine d'années avec des arguments de la même faiblesse et du même manque de sérieux. Evidemment pour les dirigeants yougoslaves il y a le désavantage supplémentaire que leurs ressortissants préfèrent émigrer dans les pays dont le régime économique est méprisé et a été aboli par les communistes. Depuis qu'en Yougoslavie à la suite de la réforme le gaspillage de la main-d'œuvre est graduellement réduit on n'a pas le choix qu'entre le chômage et l'émigration. En effet, même les étudiants de 2^{de} année savent que le secteur industriel offre peu de chances d'emploi quand il est géré rationnellement. Il ne peut pas en être différemment en Yougoslavie dont le développement est loin d'être terminé. Ce qui est à relever pour un pays gouverné par des communistes que seulement 20% (p. 58) des émigrants ont passé par l'entremise des services gouvernementaux yougoslaves. En Grèce, soit dit en passant, il s'agit de la plus grande partie. On croit en Yougoslavie que cet emploi à l'étranger est provisoire. Les prévisions ne sont pas aisées. Qui vivra verra.

L'auteur traite enfin des arrêts de travail non prévus et de ce fait non prohibés par la constitution yougoslave (pp. 67-91). Il y a à se rappeler que lors des nationalisations entreprises en Europe après la fin de la seconde guerre mondiale l'argument que de cette façon les travailleurs n'auraient plus de raisons à faire la grève a été invoqué à mainte reprise. Cet argument s'est avéré 100% erroné si on se réfère aux grèves très fréquentes dans le secteur nationalisé non seulement dans les pays classiques de grève, j'entends la France et l'Italie, mais aussi dans le Royaume Uni. Il n'est donc pas étonnant qu'il en soit ainsi également en Yougoslavie depuis que la pression gouvernementale sur les travailleurs s'est affaiblie. Nous savons tous que les conditions de travail et de vie de ces derniers dans les pays dits socialistes sont loin d'être idéales. On n'en parle pas en public en conformité avec le principe qu'on

lave son linge sale en famille, on n'emploie pas le terme de grève, on n'essaie même pas de les attribuer au bouc émissaire habituel, j'entends les éléments ennemis, réactionnaires, antisocialistes et impérialistes. C'est un progrès qui n'est pas à sous-estimer. On ne se dresse plus contre les capitalistes qui boivent le sang du peuple, mais contre les dirigeants des entreprises nationalisées, même s'ils sont non seulement des membres militants du parti, mais aussi s'ils jouissent de la confiance des dirigeants de ces derniers. On n'a qu'à se référer à un vieux proverbe français d'une justesse indéniable «plus ça change, plus c'est la même chose».

Université de Thessalonique

D. J. DELIVANIS